

le Canada restera avant tout un pays agricole. J'ai entendu poser par un de mes honorables collègues une question fort significative; il demanda si le Gouvernement songerait à consacrer une certaine somme pour de la publicité en faveur de l'agriculture. Nous savons quelle expansion extraordinaire a prise la culture du citron, de l'orange et des fruits en général aux Etats-Unis au cours des derniers dix ans, et cela à la suite d'une admirable campagne de publicité. A la vérité cette publicité est si parfaite que, de nos jours, nombre de Canadiens n'osent plus manger de pain de crainte de s'empoisonner. Si on pouvait se procurer la statistique de la consommation du pain au Canada, je suis certain qu'on constaterait un fléchissement de 50 p.c. au cours de ces dernières années, ce qui produit une situation très dommageable pour nos agriculteurs. Nombre de journaux libéraux ou conservateurs, et du nombre il y a même le bon organe conservateur l'*Ottawa Journal* publient des annonces et des articles sur les régimes alimentaires dans lesquels il est dit que le pain est un poison et qu'on ne survivra qu'à la condition de ne manger que des pamplemousses et des fruits du même genre, tandis que le pain nous tuera. A mon avis, le Gouvernement pourrait faire savoir à l'aide de grandes annonces que le blé est l'aliment essentiel de tous les gens civilisés de notre planète.

On a conseillé de restreindre considérablement l'importation des fruits américains. Il y a deux ans à peine les producteurs de fruits de la vallée Okanagan se plaignaient qu'ils ne pouvaient pas soutenir la concurrence des producteurs de pommes des Etats-Unis. Une commission d'enquête fut constituée et on découvrit que l'organisation de la vente des produits ne répondait pas aux exigences voulues et que c'était la raison pour laquelle les producteurs américains les supplantaient sur les marchés.

C'est la même chose en ce qui regarde nos autres fruits et légumes. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur ce sujet, mais j'espère que le premier ministre trouvera le moyen d'aider la classe agricole, non seulement les producteurs de blé mais aussi les maraîchers et les horticulteurs canadiens en menant une campagne de publicité systématique destinée à faire ressortir aux yeux de notre population les merveilleuses qualités de nos propres produits. J'estime que même ici, aux deux restaurants du Parlement, la plupart d'entre nous ne mangeons pas la moitié du pain que nous consommons autrefois à cause de la campagne de propagande organisée dans les états du sud des Etats-Unis afin de nous faire

croire que le pain abrège la vie. Le Gouvernement peut faire beaucoup dans cet ordre d'idées. L'on pourrait fort bien, suivant moi, déboursier \$500,000 et même un million de dollars afin d'organiser une campagne de publicité exposant les merveilleuses qualités de nos produits canadiens; il faudrait que cette campagne fût poursuivie non pas seulement pendant quelques semaines ou quelques mois, mais pendant des années. Si j'ai posé ces différentes questions au premier ministre, monsieur le président, ce n'est pas par esprit de parti; j'ose donc espérer qu'avant longtemps, il me donnera l'assurance que son parti mettra sérieusement à l'étude la question de l'exportation du bois à pâte que j'ai été le premier à préconiser ici.

Il est d'une extrême importance tant pour la région que j'ai l'honneur de représenter ici que pour seize autres circonscriptions du Canada au moins que l'on ne tente rien pour faire obstacle à l'exportation du bois à pâte aux Etats-Unis. Je le répète, le bois à pâte constitue la première récolte des colons de ma région et puisque notre marché domestique est encombré, le colon doit nécessairement trouver des débouchés à l'étranger pour son bois; or, le seul marché qui lui soit ouvert à cette heure c'est celui des Etats-Unis. Par malheur, le colon ne peut consommer son bois à pâte comme le fait de son blé le producteur de blé; il ne peut non plus convertir son bois en papier à journal, il doit le vendre et, à part du Canada, les Etats-Unis constituent le seul débouché qu'il ait à sa disposition.

M. POULIOT: Monsieur le président, je désire poser une seule question au premier ministre. J'ai consulté Webster et j'ai étudié les définitions qu'il donne des mots *relief* et *grant*. Je me demande si les fonds qui seront versés aux provinces et aux municipalités le seront sous forme de dons ou de prêts; si ces sommes sont avancées à titre de prêts, quel sera le taux de l'intérêt?

M. HURTUBISE: Avec votre permission, monsieur le président, je désire faire quelques observations à l'appui des remarques de mon honorable ami de Témiscamingue-Nord (M. Bradette). En premier lieu, je dois féliciter le Gouvernement de l'enthousiasme qu'il déploie dans les efforts qu'il tente afin de découvrir le remède à apporter à la grave crise que nous traversons. Du moins, on suppose que nous traversons une crise, quoi que pour ma part, je suis d'avis que nous souffrons surtout d'un état psychologique, résultat d'une trop grande publicité. A tout événement, je suis très heureux de féliciter le Gouvernement qui déploie tant d'enthousiasme dans les efforts qu'il tente afin de donner une solution